



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Énergie  
n° 2020-008 du 2 avril 2020 relative aux conditions d'accès au  
réseau pour les nouvelles dessertes autour des canalisations de  
raccordement d'installations de biométhane**

**Réponses des GRD du SPEGNN**

Les GRD des ELD du SPEGNN se sont concertés pour analyser la consultation publique n° 2020-008 et apporter une réponse commune aux questions posées par la CRE.

En préambule, les GRD du SPEGNN tiennent à souligner que les solutions envisagées par la CRE pour faire évoluer le cadre réglementaire régissant la tarification entre GRD amont et GRD aval ont le mérite d'être relativement simples à mettre en œuvre. Elles sont également favorables au développement du biométhane et au développement de nouvelles zones de dessertes autour de canalisations dites « biométhane hors zone de desserte », tout en conservant au maximum les principes du cadre actuel.

Nous avons bien compris que la CRE souhaite traiter les cas de figure les plus courants, illustrés sous forme de schémas dans la consultation publique. Les situations particulières devront faire l'objet d'une analyse spécifique au cas par cas entre les gestionnaires de réseaux concernés par les projets et les services de la CRE. Elles pourraient également être étudiées au sein d'un groupe de travail ad hoc qui devrait être constitué à cet effet.

**Question 1 :** Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ? (page 6)

Les GRD du SPEGNN sont favorables au maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte », à savoir l'application du taux de 50 % du tarif du GRD amont, qu'il y ait ou non transfert de la canalisation à la nouvelle zone de desserte.

Au même titre que la CRE, nous considérons que la partie de canalisation traversant une nouvelle zone de desserte doit rester dans les actifs du GRD amont, par souci de simplicité de traitement tarifaire de cet ouvrage. En outre, nous partageons le fait qu'une tarification

additionnelle, dans le cas où la canalisation ne serait pas transférée à la nouvelle zone de desserte, poserait des difficultés de mise en œuvre et rendrait ainsi le dispositif complexe.

Sur un plan pratique, il conviendra de mettre en place une convention d'exploitation de cette partie de canalisation, entre le GRD amont et le GRD aval, dans le cas où les opérateurs sont différents.

Le fait de clarifier le cadre tarifaire favorise l'acceptabilité et la gestion des relations avec les territoires, et permet ainsi de ne pas freiner le développement du biométhane et de faciliter la réalisation de petites Délégations de Service Public (DSP) le long de la canalisation « biométhane hors zone de desserte ».

Par ailleurs, il est important de ne pas répercuter les coûts liés aux investissements pour l'injection de biométhane dans l'économie des nouvelles dessertes, afin de maintenir des offres compétitives pour la fourniture de gaz.

Les dispositions envisagées par la CRE permettent de maintenir un traitement identique des nouvelles dessertes de rang « n+1 », qu'elles se réalisent autour d'une canalisation de biométhane existante hors zone de desserte, ou qu'elles soient directement raccordées à un GRD amont.

Enfin, cela permet un traitement tarifaire identique pour l'ensemble des actifs exploités par le GRD de rang 1, y compris les canalisations relatives aux injections de biométhane.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ? (page 7)

Une majorité des GRD du SPEGNN est favorable à l'assiette de consommation envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 », à savoir la prise en compte de la somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement.

Il nous paraît important que le GRD amont puisse garder son rôle « assurantiel », dans la mesure où la canalisation permettant d'alimenter le GRD aval a été dimensionnée pour garantir la sécurité d'approvisionnement, y compris en cas de défaillance de la production de biométhane. A l'inverse, le GRD amont pourrait également absorber l'éventuel surplus de biométhane émanant du GRD aval, et dans ce cas de figure il faudrait éviter que ce soit le GRD amont qui se retrouve à payer une tarification d'acheminement au GRD aval.

De manière générale, l'équilibre économique d'une DSP doit être stable et prévisible et ne peut pas être fonction d'une éventuelle variation de la production locale de biométhane, ce qui constituerait un effet d'aubaine pour le GRD aval.

La plupart des GRD du SPEGNN considère que cette solution unique privilégiée par la CRE pour répondre à l'ensemble des situations dans lesquelles des volumes de biométhane sont injectés, permet au GRD aval de participer de manière indirecte au financement de la canalisation qui fait partie des actifs du GRD amont.

Nous attirons toutefois l'attention de la CRE sur la nécessité de disposer de systèmes de comptages fiables aux interfaces de la canalisation biométhane et du réseau de la nouvelle desserte, afin de pouvoir mesurer de façon précise les consommations finales de la desserte. Un bon réglage des niveaux de pression des différents postes de distribution et d'injection de biométhane est également nécessaire, afin de donner la priorité à l'injection de biométhane, de garantir le bon fonctionnement des ouvrages pour l'acheminement du gaz et d'assurer la sécurité d'approvisionnement.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considérés du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ? (page 8)

Nous sommes favorables au fait que les futurs GRD soient considérés du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée, et ceci pour ne pas complexifier la gestion des nouvelles DSP, et maintenir une relative stabilité dans le temps du cadre contractuel et du modèle économique.

Ainsi, chaque GRD de rang « n+1 » paiera directement au GRD de rang « n » les 50 % du tarif de ce dernier. Il n'y aurait en effet aucune justification économique pour mettre en œuvre un paiement « en cascade » entre les différents GRD.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ? (page 9)

Les GRD du SPEGNN sont favorables à la proposition de la CRE qui consiste à généraliser l'application du terme tarifaire d'injection sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, et ce, selon les mêmes dispositions que celles prévues par la délibération ATRD6 de GRDF du 23 janvier 2020.

Etant donné que ce terme n'est pas dépendant du GRD auquel le producteur est raccordé, il nous semble logique qu'il ne soit pas souhaitable d'introduire une distorsion dans le signal de localisation que donne le terme tarifaire d'injection.